

ALIMENT**TERRE**

FESTIVAL DE FILMS DOCUMENTAIRES



LES LIBERTERRES

UN FILM DE PAUL-JEAN VRANKEN
ET JEAN-CHRISTOPHE LAMY



**Comité Français pour
la Solidarité Internationale**
32 rue Le Peletier - 75009 Paris
Tél. : 01 44 83 88 50
alimenterre@cfsi.asso.fr

www.cfsi.asso.fr
www.festival-alimenterre.org
www.alimenterre.org

SOMMAIRE

LE FILM	2
SYNOPSIS	2
NOTRE AVIS	2
LES RÉALISATEURS	2
INTENTIONS ET CONTEXTES DE TOURNAGE	2
SCENARIO ET SEQUENÇAGE	3
PROTAGONISTES ET INTERVENANTS PRINCIPAUX	3
LA THÉMATIQUE	4
MOTS-CLÉS	4
PAYS CONCERNÉS	4
CHIFFRES CLÉS	4
CONTEXTE ET ACTUALITÉS	5
Produire moins, mais de meilleure qualité	5
Respecter l'environnement	5
Renforcer le lien entre agriculteur et consommateur	6
Améliorer la répartition mondiale de la nourriture	7
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	10
PROFIL D'INTERVENANTS POTENTIELS	10
QUESTIONS D'ENTRÉES DANS LE DÉBAT	10
ÉCUEILS À ÉVITER DANS LES DÉBATS	10
BOÎTES A OUTILS D'ANIMATIONS	11
POUR ALLER PLUS LOIN	11
DOCUMENTAIRES	11
BIBLIOGRAPHIE	11

LE FILM

SYNOPSIS



Portrait d'une rébellion, « Les Libertes » suit le parcours de 4 paysans qui ont tourné le dos, définitivement, aux méthodes de l'agriculture conventionnelle. En contrepoint, des archives nous font voyager en noir et blanc dans une époque où la science, croyait-on, allait définitivement sauver le monde de la faim et de la malnutrition. Des paysages d'Europe et d'Afrique aux 4 saisons, des personnages émouvants et provocants, des histoires qui s'entrecroisent pour parler un seul langage : la terre en liberté.

NOTRE AVIS

Partant de portraits intimistes et humains, ce documentaire nous transmet l'énergie et l'enthousiasme de 4 paysans qui ont fait le choix de l'autonomie. Tant pour l'approvisionnement en intrants que pour la vente de leurs produits, nos 4 héros ordinaires ont imaginé un système de production agricole à taille humaine, dont ils ont la totale maîtrise. Et cela fonctionne ! Ils en vivent, et sont heureux. Témoignage incarné qu'un autre modèle est possible, ce documentaire, aux images magnifiques, est source de confiance en l'avenir ! A recommander plutôt pour un public majeur et vacciné.

LES RÉALISATEURS

À la fois réalisateurs, journalistes, producteurs... **Jean-Christophe Lamy et Paul-Jean Vranken** ont allié



leurs expériences et connaissances. Après des études d'histoire de l'art, Jean-Christophe s'est spécialisé dans la réalisation et la production de film à l'INSAS¹ de Bruxelles. Il a notamment été journaliste et réalisateur de programmes télévisuels pour la Commission européenne pendant plusieurs années, par le biais d'une société de communication où il a rencontré Paul-Jean. De son côté, Paul-Jean est monteur de formation et professeur à l'INSAS, où il a fait ses études. Il a, entre autres, travaillé pour des sociétés de production indépendantes pour lesquelles il a réalisé des documentaires de création et pour la Commission européenne. Cela fait maintenant plus de 20 ans que les deux amis s'intéressent à la problématique de l'alimentation dans le contexte de l'agriculture durable (biologique, biodynamique, permaculture) et de la protection de l'environnement. Ils ont réalisé plusieurs reportages sur cette thématique, en particulier sur la pollution des sols et son incidence sur la santé dans l'Union Européenne.

INTENTIONS ET CONTEXTES DE TOURNAGE

Nourrir le monde devient un enjeu de taille pour l'agriculture contemporaine. Jean-Christophe et Paul-Jean ont voulu montrer le combat de certains agriculteurs bien au fait des enjeux socio-économiques et environnementaux de l'agriculture conventionnelle, et qui ont développé chacun un projet commercialement viable. Les réalisateurs voulaient faire entendre la voix de ces agriculteurs « alternatifs », et espèrent que, par la suite, leur film s'inscrira dans un mouvement d'éveil des consciences de la relation à la terre, du respect du vivant, et d'engagements politiques en faveur d'une agriculture durable.

Le film a été réalisé en quatre portraits distincts réunis par la suite. Environ deux ans séparent chaque portrait, car les réalisateurs ont financé les deux premiers épisodes sur fonds propres, mais les deux suivants et

¹ L'INSAS est une école supérieure des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Belgique).

L'ensemble du film ont été coproduits avec l'aide de fonds publics et privés. Ils ont ainsi consacré beaucoup de temps à trouver leurs protagonistes, via le bouche à oreille et des rencontres entre amis.

Par ailleurs, le film a permis aux quatre protagonistes de se faire entendre. Pour l'anecdote, il a également permis à Giuseppe de faire connaître son travail, et ainsi convertir toute sa production en agriculture biologique. Une belle victoire !

SCENARIO ET SEQUENÇAGE

Histoire et remise en question de l'agriculture moderne

0 :00 :00 à 0 :07 :24

Des archives nous permettent de retracer l'histoire de l'agriculture depuis la Seconde Guerre mondiale et dressent le bilan de l'agriculture moderne en plein essor. Au vue des enjeux de notre époque, une autre agriculture pourrait-elle nourrir le monde ?

Première connaissance avec les quatre personnages

0 :07 :25 à 0 :29 :22

On découvre le portrait intimiste de quatre agriculteurs. Chacun nous raconte son parcours et comment il en est arrivé à mener ce combat contre l'agriculture conventionnelle.

Regards croisés

0 :29 :23 à 1 :21 :55

Une présentation entremêlée nous fait voyager d'un pays l'autre, jusqu'en Afrique, pour découvrir les initiatives menées par ces agriculteurs : conversion en agriculture biologique, circuits courts, coopération internationale, etc.

PROTAGONISTES ET INTERVENANTS PRINCIPAUX

■ Rémi Schiffeleers, éleveur de chèvre, Belgique (Flandre)

Remi Schiffeleers est éleveur de chèvres en Flandre belge. Il forme aussi de jeunes agriculteurs africains aux méthodes d'élevage et d'agriculture durables. « Pour moi, le bio est trop blanc. C'est pour les gens qui ont assez de pognon, les gens d'ici, en Europe. »

■ Giuseppe Li Rosi, producteur de variétés de blé anciennes en biologique, Italie (Sicile)

Giuseppe Li Rosi est établi en Sicile. Producteur de variétés de blé anciennes en biologique, il dénonce les manipulations génétiques du blé et la pression de l'industrie semencière en Italie. « Ici, quand je réduis les quantités pour obtenir plus de qualité, les gens me prennent pour un fou ! »

■ Olga Voglauer, éleveuse de vaches laitières, Autriche

Olga Voglauer habite en Autriche, à la frontière slovène. Le lait de ses vaches est vendu en filière courte. Elle refuse d'agrandir son cheptel et de dépendre des banques : la "décroissance heureuse", chez elle, est tout sauf une utopie. « J'ai toujours dit à mon père que je ne voulais pas être l'esclave du lobby agricole. »

■ André Grévisse, éleveur de bovins, Belgique (Wallonie)

André Grévisse est agriculteur et éleveur en Wallonie. Amoureux de la race Blanc-Bleu Belge, il mène depuis vingt ans une guerre ouverte contre l'agriculture conventionnelle. L'humus n'a plus de secret pour lui. « Moi, je

suis persuadé que la conventionnelle ne pourra pas nourrir le monde. La preuve : il y a des gens qui meurent de faim partout aujourd’hui. »

LA THÉMATIQUE

MOTS-CLÉS

Agriculture paysanne / semences / agriculture biologique / circuits de proximité / biodiversité / coopération Nord-Sud / témoignage / liberté

PAYS CONCERNÉS

Sicile, Autriche, Belgique (Flandre et Wallonie), Burkina Faso

CHIFFRES CLÉS

- En 1946, **près de la moitié** de la population vivait à la campagne en France. En 2010, les **trois quarts** de la population française vivent désormais en ville et occupent seulement **22 %** du territoire national².
- La France compte **515 000** exploitations agricoles. Leur nombre a baissé de plus de la moitié en 20 ans³, notamment parce que les politiques agricoles sont favorables à l’agrandissement et à la concentration des facteurs de production. Les éleveurs ont vu leurs coûts de production grimper de **56 %** durant la même période⁴.
- Entre **22 000 et 25 000** exploitations françaises sont actuellement au bord du dépôt de bilan, soit l’équivalent d’au moins **40 000** emplois⁵.
- **16 200** variétés potagères sont autorisées en Europe, alors qu’en réalité elles sont tellement nombreuses dans le monde que les chercheurs ne parviennent pas à donner de chiffres⁶.
- **80 %** des légumes cultivés il y a cinquante ans ont disparus⁷ et **près des trois quarts** de la diversité génétique des cultures ont été perdus au cours des derniers siècles.⁸
- Au cours de la première moitié de ce siècle, alors que notre planète comptera des **9 milliards** d’habitants, la demande mondiale de denrées destinées à l’alimentation humaine ou animale **doublera** pratiquement.⁹
- Nous produisons assez de nourriture pour nourrir la population mondiale, mais quelques **805 millions** de personnes dans le monde, soit un être humain sur neuf, souffrent encore de la faim¹⁰.
- Si la disponibilité alimentaire¹¹ est passée de **2 500 à 3 000 kcal/jour/habitant**, elle reste très inégalement répartie (de **2 400** en Afrique subsaharienne à **4 000 kcal/jour/habitant** dans les pays de l’OCDE¹²).
- Environ **un tiers** de la production alimentaire mondiale serait perdue chaque année, soit environ **1,3 milliard de tonnes**¹³ (à cause de surplus de production non-calibrées, gaspillage, etc.).

² INSEE – les trois-quarts représentent 77,5 % de la population, soit 47,9 millions d’habitants.

³ INSEE - http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=T13F172

⁴ Chiffre de la Fédération Nationale Bovine (FNB) - Les causes sont diverses: d’une part les charges de vétérinaire, les prix des fournisseurs, l’entretien du matériel agricole et l’achat de nouveau matériel ainsi que d’autres dépenses inhérentes à la tenue d’une exploitation.

⁵ Selon l’actuel Ministre de l’Agriculture, Stéphane Le Foll.

⁶ <http://www.gnis.fr/index/action/page/id/256/title/Catalogues-europeens>

⁷ Réseau semences paysannes

⁸ FAO

⁹ FAO - <http://www.fao.org/news/story/fr/item/243863/icode/>

¹⁰ Nations Unies

¹¹ La disponibilité d’aliments en quantité suffisante et d’une qualité appropriée, dont l’approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l’aide alimentaire).

¹² Agrimonde, une prospective CIRAD-INRA

CONTEXTE ET ACTUALITÉS

Certains agriculteurs développent des solutions pour sortir du modèle conventionnel et vivre de leur métier. Même si ces agriculteurs alternatifs sont en minorité au sein du paysage agricole français, ils contribuent à un renouvellement sans précédent du débat d'idées. La transition passera donc par un retour à l'agronomie, qui a intensivement étudié les interactions des agro-écosystèmes en s'ouvrant à l'écologie et à la biologie depuis une douzaine d'années¹⁴. Cette fiche propose de parcourir quelques-uns des objectifs de ces modèles dits « alternatifs » et définis en fonction des évolutions récentes de la société :

Produire moins, mais de meilleure qualité

Ne pas toujours agrandir son cheptel ou son terrain... A l'inverse du phénomène des fermes-usines et de l'industrialisation toujours plus intensive, certains agriculteurs font le choix de conserver la taille humaine de leur exploitation. D'un point de vue environnemental, les petites exploitations sont la meilleure solution pour éviter les fortes concentrations de déjections animales et d'intrants chimiques, qui favorisent entre autres l'appauvrissement des sols et le réchauffement climatique. Au niveau économique, pour que leur projet soit tout de même viable, ces agriculteurs misent sur la qualité. Grâce à une valorisation de leur production et à leur savoir-faire, ils vont créer une valeur ajoutée¹⁵ à leur production par :

- la **transformation** de matières premières. Par exemple, un éleveur de vaches laitières peut transformer son lait sous différentes formes (crème, beurre, glaces, yaourts, fromages, etc.). Cependant, sa marge varie en fonction du type de produits, la largeur de la gamme, le type de circuits de vente, mais aussi la fonctionnalité des locaux et des équipements, sans oublier la qualification de la main d'œuvre ;
- l'**engagement par les labels** (AB, AOC, IGP, etc.) ou des **mentions valorisantes** (« Montagne » et « produit à la ferme »). Un cahier des charges plus ou moins contraignant garantit la qualité du produit et/ou son mode de production soucieux des problèmes liés à l'élevage conventionnel. Le label n'est pas toujours synonyme de qualité, tout dépend de celui-ci, ce pourquoi le consommateur a tendance à se perdre dans leur diversité. Il faut retenir que l'IGP (Indication géographique protégée) ne garantit pas de mode de production, mais une origine géographique. Quant aux AOC (Appellation d'origine contrôlée), il y en a encore beaucoup en France qui n'excluent pas les OGM de l'alimentation animale (munster, brie de Meaux, etc.)

D'autres types de consommation sont aussi possibles. La même logique peut s'appliquer au consommateur : manger moins, mais de meilleure qualité. Nous mangeons en moyenne trop par rapport à nos besoins nutritionnels.¹⁶ Le consommateur averti favorise des modèles de production alternatifs, en s'orientant de plus en plus vers une alimentation issue de modes de production responsables et locaux.

Respecter l'environnement

Des modes de production alternatifs sont capables de relever les défis environnementaux engendrés par l'agriculture conventionnelle. Pour cela, ces agricultures s'appuient sur l'auto-régulation de la nature, à travers la complémentarité des écosystèmes qui la composent. On peut regrouper ce type d'agricultures sous l'appellation d'agroécologie. Il s'agit d'un système agricole de production qui privilégie des ressources et des mécanismes de régulation naturels par rapport au recours à des intrants potentiellement dommageables pour l'environnement. **Les appellations de ces agricultures varient ensuite en fonction du type de culture, du**

¹³ FAO

¹⁴ Interview de N. Bricas : <https://www.youtube.com/watch?v=3A3gkmm5x5g>

¹⁵ La valeur ajoutée est une notion qui s'efforce de mesurer la valeur économique ajoutée par l'activité d'une entreprise.

¹⁶ Cette tendance de la surconsommation touche principalement l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, la consommation de graisses a augmenté et est supérieure de 30 % par rapport à la part maximum recommandée. La part des graisses saturées dépasse fréquemment de 10 % le seuil recommandé. Quant à la consommation de fruits et légumes, dont la contribution à la santé et à la prévention des maladies est bien établie, elle reste inférieure aux 400 grammes recommandés par jour.

- http://m.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/2692/Surnutrition_.html

niveau de restriction de l'utilisation d'intrants, de la région du monde, etc. (agriculture paysanne, biologique, agroforesterie, biodynamie, etc.). La production d'une espèce doit être en accord avec son environnement et adaptée aux conditions agroécologiques de la zone géographique (type de terre, climat, ressource en eau, etc.). Ce mode de production valorise entre autres la biodiversité des espèces, favorise le rendement de la terre avec un humus riche en matière organique, et contribue à lutter contre les changements climatiques (par une plus grande séquestration du carbone dans les sols grâce à une meilleure gestion des forêts, des haies, des prairies et des cultures, une diminution de la fabrication d'engrais et de produits phytosanitaires, une baisse des transports dû à des importations d'aliments pour animaux, etc.). Pour développer une agriculture intégrée durable respectueuse de l'environnement, il faut avant tout bien choisir ses semences, premier intrant de l'agriculture, puis son mode de production.

Les **semences** sont la base de notre alimentation et de la biodiversité de notre planète, mais également un enjeu de pouvoir. Les industries semencières font pression sur les mécanismes institutionnels du droit de propriété intellectuelle apposé aux semences. Ce droit de propriété intellectuelle apposé aux semences pose un vrai problème éthique : il transforme un bien commun en un bien privatisé. Comme un livre ou un vêtement de marque, les graines deviennent une propriété et toute reproduction de semence nécessite de payer des royalties¹⁷, sous-peine d'être qualifiée de contrefaçon. La privatisation des graines devrait être tout aussi alarmante que la privatisation d'un autre bien commun, comme l'eau ou l'air par exemple. Désormais, le vivant n'est plus considéré comme un bien commun. Ce phénomène de privatisation prend de l'ampleur avec le développement du libre-échange. Mais qui a la capacité de certifier ces graines ? Les trois entreprises qui contrôlent le marché mondial en brevetant des semences hybrides, génétiquement modifiées et non reproductibles. L'agriculture conventionnelle prive le paysan de ses pratiques de fabrication de ses propres semences et le rend dépendants des industries semencières. Cela représente un risque d'appauvrissement de la biodiversité et met en péril la sécurité alimentaire mondiale¹⁸. Certains agriculteurs se tournent alors vers les quelques semences anciennes encore existantes et non inscrites dans les catalogues officiels¹⁹.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'abandon des semences anciennes et des espèces sauvages vide le « **réservoir génétique** » de notre planète, alors qu'elles pourraient constituer notre seule nourriture de demain. En effet, les semences industrielles sont très peu résistantes, elles sont souvent incapables de vivre seules et nécessitent l'intervention humaine. Cette pauvreté génétique signifie qu'une attaque pourrait ravager toute une production à grande vitesse (changement climatique, maladie, etc.). Les pratiques agricoles et la richesse de ces semences anciennes en voie de disparition vont jouer un rôle important dans l'évolution du changement climatique dans les décennies à venir.

Renforcer le lien entre agriculteur et consommateur

Reconstruire la chaîne alimentaire du champ à l'assiette, c'est aussi restaurer le lien social entre agriculteur et consommateur. Ce lien s'est perdu suite à l'exode rural dans les pays développés, qui a contribué à creuser un fossé entre la ville et la campagne. Désormais, les trois-quarts de la population française vivent dans des zones urbaines qui n'occupent que 22 % du territoire national²⁰. Le consommateur urbain est souvent déconnecté du monde de l'agriculture, dont il dépend pour se nourrir. Il est parfois appelé « **consommateur hors-sol** » dans le monde agricole, à l'image d'un élevage ou d'une culture hors-sol, séparant un être vivant de son milieu naturel d'alimentation. Cependant, un nombre croissant de

¹⁷ Les royalties sont les droits d'auteur ou la redevance dus au propriétaire d'un brevet ou d'une marque ou encore au propriétaire du sol sur lequel sont assurées certaines exploitations.

¹⁸ Voir fiche pédagogique du film « 9.70 »

¹⁹ Désormais, pour échanger ou commercialiser des semences et plants destinés à une exploitation commerciale, il faut que les variétés soient inscrites au catalogue européen, qui réunit les différents catalogues nationaux des Etats membres. Cependant, les tests d'entrée standardisés et le coût élevé de l'inscription à ce catalogue favorise principalement les industries semencières, au détriment d'agriculteurs de semences paysannes.

²⁰ INSEE - <http://www.actu-environnement.com/ae/news/urbanisation-france-etatement-urbain-13327.php4>

consommateurs est sensibilisé aux enjeux de l'agriculture contemporaine, et encourage une nouvelle offre permettant de diminuer le nombre d'intermédiaires des circuits de production agricoles : les **circuits courts**. Ces circuits courts de commercialisation des produits agricoles participent au renforcement du lien social entre agriculteurs et consommateurs et contribuent au développement d'une production durable et d'une consommation responsable. Pour le consommateur, ils répondent à une demande croissante de produits authentiques, de saisonnalité, de proximité et de lien social. Et pour l'agriculteur, ils permettent une meilleure transparence et valorisation de leur production, sans subir les contraintes des circuits d'exploitation conventionnels.



Circuit conventionnel de commercialisation des produits agricoles

Les circuits courts peuvent prendre de nombreuses formes, selon le recours de l'agriculteur à un intermédiaire et selon l'origine locale des produits. Il peut alors s'agir de vente directe par le biais d'un intermédiaire ou par le producteur lui-même (à titre individuel, dans le cadre d'un collectif avec d'autres producteurs ou bien directement avec des consommateurs).



Circuit courts de commercialisation des produits agricoles

Améliorer la répartition mondiale de la nourriture

Au cours de la première moitié de ce siècle, alors que notre planète comptera près des 9 milliards d'habitants, la demande mondiale de denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale doublera pratiquement²¹. Un des grands enjeux de l'agriculture contemporaine est de prévoir **comment nourrir le monde dans les années à venir**, sachant que nous ne n'y parvenons déjà pas à l'heure actuelle. Pour nourrir le monde de manière équitable et durable, il ne suffira pas de produire en quantité nécessaire, en augmentant la productivité dans certains territoires pour assurer l'accès à la nourriture dans d'autres territoires. Ce type de modèle ne marche pas comme nous le voyons déjà aujourd'hui. En effet, nous produisons assez de nourriture pour nourrir la population mondiale, mais quelques 805 millions de personnes dans le monde souffrent encore de la faim, soit un être humain sur neuf²². Si la disponibilité alimentaire²³ est passée de 2 500 à 3 000 kcal/jour/habitant, elle reste très inégalement répartie (de 2 400 en Afrique subsaharienne à 4 000 kcal/jour/habitant dans les pays de

²¹ FAO - <http://www.fao.org/news/story/fr/item/243863/icode/>

²² Nations Unies

²³ La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire).

l'OCDE)²⁴. Environ 1/3 de la production alimentaire mondiale serait perdue chaque année, soit environ 1,3 milliard de tonnes (surplus de production non-calibrées, gaspillage, etc.)²⁵.

Pour nourrir le monde de manière équitable et durable, il est indispensable de **changer les modes de productions** en s'orientant vers des modèles plus respectueux de l'environnement et du **principe de souveraineté** alimentaire. Ce principe implique d'exclure les produits agricoles des pratiques commerciales libérales (qui induisent volatilité des prix, qui orientent l'agriculture vers un modèle productiviste néfaste pour la santé et l'environnement, qui mettent à mal les populations rurales, etc.).

Ce changement nécessite à la fois l'aide des **producteurs** comme les initiatives présentées dans cette fiche (circuits courts, labellisation, etc.) et comme présenté dans le film « Les Libertes ». Il implique aussi la participation des **consommateurs**, même si cette transition ne se fera pas seulement par des choix de consommations, qui par ailleurs excluent une part de la population qui n'a pas les moyens d'accéder à une alimentation de qualité. Il n'y aura pas de changement sans soutien politique des gouvernements, qui actuellement s'orientent plus vers une agriculture industrielle productiviste pour nourrir le monde, notamment par le développement d'accords de libre-échange (TAFTA, APE, etc.)²⁶.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

La majeure partie des personnes dans le monde souffrant de la faim sont des agriculteurs. La jeunesse des pays en développement fuit les campagnes pour la ville, alors que l'agriculture pourrait être une source de revenu durable pour les familles²⁷. Cependant, suite à l'ouverture de leurs marchés intérieurs entre les années 1980 et 2010, de nombreux États se sont progressivement désengagés du soutien de leurs filières agricoles. C'est pourquoi des organisations de coopération internationale tentent de répondre à ce besoin en développant de plus en plus de **projets d'accompagnement des populations vers l'autonomie, la sécurité et la salubrité alimentaires des populations**. A titre d'exemple, le CFSI met en place un programme de financement et de capitalisation de projets agricoles innovants et agroécologiques en Afrique de l'Ouest. Ce type d'action permet de soutenir les acteurs des pays en développement et de favoriser un changement d'échelle des innovations permettant à l'agriculture familiale durable de gagner des parts de marché sur les marchés alimentaires urbains, en forte croissance²⁸. Le changement climatique est l'un des principaux défis que devra relever l'agriculture pour nourrir la population mondiale, laquelle devrait atteindre près de 9 milliards de personnes en 2050.

POINT CLIMAT

Les changements climatiques sont la cause de mouvements de population de plus en plus importants. L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) recense une hausse des déplacés environnementaux. Il s'agit seulement des premières populations à être touchées par les aléas climatiques. **Les changements climatiques sont susceptibles d'affecter les systèmes agricoles et forestiers** par la hausse des températures, les concentrations élevées de dioxyde de carbone, une modification des régimes de précipitations ou la recrudescence d'adventices, de ravageurs et de maladies. A court terme, la fréquence de phénomènes extrêmes tels que sécheresses, vagues de chaleur, inondations et violentes tempêtes

²⁴ Agrimonde, une prospective CIRAD-INRA

²⁵ FAO

²⁶ Par exemple, le traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) remet en cause entre autres les produits labellisés Appellation d'origine contrôlée (AOC), ainsi que la possibilité de faire appel à des produits locaux dans la restauration collective.

²⁷ A savoir, la majeure partie des migrations internationales des habitants des pays en développement sont à destination d'autres pays en développement, et pas seulement vers les pays développés.

²⁸ Programme PAFAO (Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest) du CFSI

devrait augmenter. S'il n'y a pas de changement de système, de nombreux pays en développement, sont susceptibles d'accroître leur dépendance à l'égard des importations alimentaires²⁹.

²⁹ FAO - <http://www.fao.org/news/story/fr/item/35841/icode/> et <http://www.cfsi.asso.fr/actu/risque-climatique-defi-alimentaire>

POUR PREPARER LE DEBAT

PROFIL D'INTERVENANTS POTENTIELS

- agriculteur biologique ;
- agriculteur en système conventionnel ;
- agriculteur en conversion ou reconverti en agriculture biologique ;
- agriculteur collectionneur de variétés ;
- association de soutien à l'agriculture biologique ;
- association de coopération Nord-Sud ou Sud-Sud dans l'agriculture durable ;
- association de conservation de graines, Maison des semences ou Réseau semences paysanne ;
- représentant d'une AMAP ou d'un système de circuit-court ;
- représentant de la grande distribution, primeurs ou boutiques bio (Biocoop, etc.) ;
- agroéconomiste ;
- représentant de l'interprofession, d'une chambre d'agriculture ;
- syndicat agricole ;
- élu local.

QUESTIONS D'ENTREES DANS LE DEBAT

- Est-ce-que chacun peut citer au moins deux agriculteurs dans son entourage ?
- Quels sont les impacts sociaux et environnementaux des modèles présentés ?
- Si on suit les modèles proposés dans les films, peut-on répondre au besoin de tous ?
- L'agriculture intensive industrielle détruit-elle forcément la biodiversité ?
- Existe-t-il un bon élevage ou une bonne agriculture ? Suffirait-il d'un modèle unique ?
- Les politiques agricoles encouragent-elles ou pas les modèles dénoncés dans le film ?
- Comment en est-on arrivé là ? Peut-on en sortir ? Quelles sont les solutions ? Voulons-nous en sortir ?
- Pour quelles raisons devons-nous changer les systèmes en place ? Quelles limites et quelles priorités ?
- Qu'est-ce-qui pousserait à payer un prix juste pour éviter cela ?
- Un label est-il gage de confiance ?

ÉCUEILS À ÉVITER DANS LES DÉBATS

Veiller à **ne pas présenter l'agroécologie comme un retour en arrière**. Les modèles dits « alternatifs » sont définis en fonction des évolutions récentes de la société. Il est préférable de préciser que la transition passera donc par un retour à l'agronomie qui a intensivement étudié les interactions des agro-écosystèmes en s'ouvrant à l'écologie et à la biologie depuis une douzaine d'années.

Il faudra reconnaître que certains modèles « alternatifs » ont également leurs **limites**. Par exemple, si un consommateur va chercher régulièrement son lait frais à la ferme, en parcourant 30 km deux fois/semaine, la démarche du « **kilomètre zéro** » perd tout son sens.

De manière générale, il est plus pertinent de ne pas poser d'affirmation, mais de susciter la réflexion du public.

BOITES A OUTILS D'ANIMATIONS

- **Jeu** : « Jeu des positionnements sur la souveraineté alimentaire », CFSI³⁰
- **Jeu** : « Jeu du pas en avant », CFD-Terre Solidaire et ADM Grenoble (avec des profils adapté à l'agriculture)³¹
- **Jeu de rôle** : « La table ronde des OGM », Réseau Idée, 2010³²
- **Jeu** : « Repas insolent », Starting-Block, 2010³³ ;
- **BD** : L'agriculture paysanne expliquée aux urbains, Confédération paysanne, 2015³⁴
- **Vidéo** : « 5 minutes pour comprendre la "folle" histoire des semences », Projet Open Solutions, 2013³⁵

POUR ALLER PLUS LOIN...

DOCUMENTAIRES

- « Les moissons du futur », Marie-Monique Robin, 2012 et sa **fiche pédagogique**³⁶
- **Web documentaire** : « Messages d'agriculteurs », Blandine Bonières³⁷

BIBLIOGRAPHIE

- **Fiche pratique** : « Créer une AMAP », Mouvement Colibris³⁸
- « Dix idées reçues sur les semences paysannes », Réseau semences paysannes, 2013³⁹
- « L'agroécologie peut nourrir le monde », Université de Berkeley, 2014⁴⁰
- « L'agriculture durable accroît les rendements dans les pays en développement », Université d'Essex, 2006⁴¹
- « Produire plus avec moins : une solution technologique durable accessible aux paysans ? », FAO, 2011⁴²
- « L'agro-écologie, une solution ? », Jagros, ADG, SOS Faim, VSF, 2013⁴³

³⁰ <http://www.alimenterre.org/ressource/jeu-positionnements-souverainete-alimentaire>

³¹ <http://www.alimenterre.org/ressource/atelier-jeu-avant>

³² <http://www.alimenterre.org/ressource/table-ronde-ogm>

³³ <http://www.alimenterre.org/ressource/repas-insolent>

³⁴ <http://www.alimenterre.org/ressource/lagriculture-paysanne-expliquee-aux-urbains>

³⁵ http://www.dailymotion.com/video/x374o9j_crise-agricole-jose-bove-dechire-en-pleniere-les-propositions-de-la-commission_news

³⁶ <http://www.alimenterre.org/film/moissons-futur>

³⁷ <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/paroles-d-agriculteurs-un-web-documentaire-pour-rapprocher-producteurs-et-citoyens-103175.html>

³⁸ <https://www.colibris-lemouvement.org/agir/fiches-pratiques/creer-une-amap>

³⁹ <http://www.alimenterre.org/ressource/dix-idees-recues-semences-paysannes>

⁴⁰ <http://www.alimenterre.org/ressource/lagroecologie-peut-nourrir-monde>

⁴¹ <http://www.alimenterre.org/ressource/lagriculture-durable-accroit-rendements-pays-developpement>

⁴² <http://www.alimenterre.org/ressource/produire-plus-moins-solution-technologique-durable-accessible-aux-paysans>

⁴³ <http://www.alimenterre.org/ressource/jagros-%E2%80%99agro-ecologie-solution>



Coordonné par :
le Comité Français pour
la Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Avec le soutien de :



**fondation
daniel & nina carasso**
avec l'agrément de la Fondation de France



En partenariat avec :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, de la Fondation Daniel et Nina Carasso et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles de l'Agence Française de Développement, de la Fondation Daniel et Nina Carasso et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio.



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

